

Compte rendu des négociations des 16 et 17 mai 2017 Préavis de grève Filière

Pendant qu'on piétine, les affaires continuent.

Si nous pouvions espérer, en ayant déposé ce préavis, avoir ouvert un espace de négociation, nous devons aujourd'hui constater le contraire. On tourne en rond et la direction garde sa ligne de conduite : **pour faire le feuilleton il faut réduire l'activité sur les sites existants.**

Au delà des affirmations de transparence nous n'avons obtenu qu'un document succinct dont les conclusions sont les suivantes :

Si nous continuons à fabriquer 32 fictions nous pouvons nous attendre à un déficit croissant sur cette activité.

Si on prend l'hypothèse de la mise en œuvre du feuilleton et de la réduction du nombre de fictions à 20 le déficit attendu est un peu moindre... mais pas avant 2023.

Bref ce plan « Montpellier/Franay » ne garantit nullement un retour à l'équilibre, même s'il permet d'élargir notre capacité à proposer un nouveau type de produit à nos téléspectateurs, ce dont nous nous réjouissons par avance.

Nous ne pouvons nous satisfaire de ce déficit qui touche l'ensemble de la filière aussi faible soit-il. Nous attendons donc de la direction qu'elle mette tout en œuvre, notamment avec des outils de gestion adaptés, pour améliorer nos comptes de résultat.

La preuve est encore à faire que la commande de fabrication des fictions à la filière est plus chère que lorsqu'elle est faite à l'extérieur. Les raisons de ce surcoût, s'il est avéré, ne sont pas démontrées avec des documents, elles sont juste colportées comme des bruits de couloir.

Pour ce qui est des autres activités de la filière, nous apprenons que l'activité post production est de loin la plus rentable, mais elle est freinée par l'interdiction de recourir à de l'intermittence pour fabriquer nos propres productions (qui sont donc externalisées). Cette activité est une des victimes de la sacrosainte loi des ETP, sur laquelle il ne faut pas revenir « quelque soit notre opinion là-dessus » dicit la direction de la filière. Tout n'est donc pas négociable !

Pourtant une activité échappe à la restriction de recours aux ETP c'est PBLV (plus belle la vie) dont le solde d'exploitation est du même ordre que celui des autres fictions (d'après ce qui nous a été dit).

.../...

La vidéo mobile qui est à l'équilibre, avec un plan de charge bien rempli, ne perd rien pour attendre en ce qui concerne les bouleversements. Comme l'activité principale des cars (50 à 70% suivant les années) se situe à Paris ces dernières années, une partie de la flotte vidéomobile devraient à l'avenir stationner à Paris et le personnel qui les exploitent doit suivre pour éviter les frais de déplacements. C'est donc cette piste qu'étudie la direction de la filière pour la présenter lors de la phase 2 en décembre prochain.

Nous, personnels de la filière, sommes donc encouragés à être volontaires pour déménager, certains à Montpellier et d'autres à Paris...

Il n'y aura pas de mobilité contrainte dit la direction, mais le plan de charge des sites est revu à la baisse. En passant de 8 fictions à 5 la direction ne conserve de l'activité que pour une seule équipe film au lieu de deux! Que va devenir l'autre si, comme on peut en faire l'hypothèse, les volontaires pour Montpellier ne seront pas majoritairement issues de l'activité fiction ?

Un sous emploi prévisible viendrait accroître les frais de structure des sites. Et, lorsque la direction de la filière parle de spécialisation possible des sites, cela sous-entend essentiellement une réduction de l'activité. Avec ce raisonnement on peut glisser rapidement vers cette hypothèse « pour avoir moins de frais de structure, ayons moins de structures »,... pourquoi pas des fermetures de sites.

Nous sommes sensibles à la déclaration « politique » de Mr Sitbon Gomez qui affirme à plusieurs reprises qu'il est de l'intérêt de l'entreprise de maîtriser ses productions de la conception jusqu'à la diffusion. Nous sommes moins convaincus par la conclusion qui conduit à diminuer le plan de charge des sites existants.

Il est temps que les négociations prennent un autre tour pour que ces projets ambitieux pour notre groupe obtiennent notre adhésion. Il reste plus de deux semaines pour obtenir un accord.

**DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE
MAINTIEN DE CELLE CI DANS LES SITES EXISTANTS
RETOUR A L'EQUILIBRE BUDGETAIRE**

Restons mobilisés et attentifs à la suite.

Paris, le 19 mai 2017